

Titres restaurants Règlement d'attribution

Vu l'article 19 de l'ordonnance 67-830 du 27 septembre 1967 relative à l'aménagement des conditions de travail en ce qui concerne le régime des conventions collectives, le travail des jeunes et les titres restaurants,
Vu l'article 3 de la loi 2001-1276 de finance rectificative pour 2001, du 28 décembre 2001,
Vu la délibération du conseil municipal du,

Article 1 Principes généraux

Le titre restaurant est un titre de paiement utilisable dans tous les établissements affiliés, pour payer tout ou partie des repas pris entre les heures de travail. Sa validité n'est pas limitée au département.

Il intègre la participation de la ville d'Ollioules au déjeuner de ses agents, représentant 57% de la valeur faciale du titre. Seuls 43% restent à charge de l'agent.

Article 2 Bénéficiaires

Les agents susceptibles de bénéficier des titres restaurant sont les agents :

- titulaires et stagiaires,
- contractuels de plus de 6 mois,

Conformément à la législation en vigueur, un agent ne pourra se voir attribuer un titre restaurant qu'à la condition d'avoir bénéficié d'une pause repas entre deux séquences de travail. La pause repas devra donc représenter une interruption minimum de travail de 20 minutes dans la ou les plages horaires de pauses repas définies au protocole d'accord sur le temps de travail en vigueur ou, à défaut, par le supérieur hiérarchique de l'agent en cas de mobilisation de l'agent en dehors des horaires définis dans son planning individuel de travail.

Les agents n'ouvrent pas droit à l'attribution de titres restaurant dans les situations suivantes :

- Si l'activité est occasionnelle et non régulière,
- Si le temps de travail est inférieur au mi-temps,
- En congés maladie de plus de 3 jours,
- En congés parental, maternité, paternité, adoption,
- En ASA de plus de 15 jours,
- En congés sans traitement ou en disponibilité,
- En absence de service fait,
- Les bénévoles occasionnels,
- Les services civiques, stagiaires, apprentis,
- Les agents logés par nécessité absolue de service,
- Les agents bénéficiant de la gratuité des repas délivrés dans le cadre de l'exercice des fonctions liées à la restauration scolaire ou d'accueil d'enfants.

Les titres restaurants sont non cumulables avec la prise en charge des frais de repas.

Les congés annuels, récupérations, RTT, n'entraînent pas de réduction du nombre de titres distribués, étant entendu qu'aucun agent ne perçoit de titres pour le mois de juillet et août.

Article 3 Valeur faciale

La valeur du titre restaurant est de 7€.

Article 4 Participation employeur

La participation de l'employeur est de 4€.

Article 5 Attribution

Les titres restaurant sont attribués avec l'accord de l'agent. Chaque agent est libre d'adhérer ou non à ce dispositif.

Un agent à temps plein reçoit un forfait mensuel de 10 tickets de janvier à juin et de septembre à décembre.

Le nombre de titres restaurant distribués chaque mois est proportionnel au temps de travail de l'agent (arrondi à la valeur supérieure).

Un agent à temps partiel peut en bénéficier si ses horaires comprennent la pause déjeuner.

Par exemple :

100%	10 titres restaurant
90%	9 titres restaurant
80%	8 titres restaurant
50%	5 titres restaurant

Les éventuelles heures complémentaires et supplémentaires effectuées ne sont pas prises en compte pour l'attribution des titres restaurant.

Pour les agents pouvant bénéficier de repas fournis à titre gratuit dans le cadre de leurs fonctions mais n'en bénéficiant pas ponctuellement ; l'attribution des Titres restaurant sera plafonnée par mois selon les modalités suivantes :

Le cumul de repas fournis sur le mois et des titres restaurant ne pourra pas excéder 10 tickets repas / mois.

Article 6 Adhésion & résiliation

L'agent souhaitant bénéficier des titres restaurant remplit un formulaire de demande auprès du service du personnel et en devient bénéficiaire à compter du mois suivant et ce sans limitation de durée.

Charge à l'agent de faire connaître sa volonté de ne plus bénéficier du dispositif par courrier au service du personnel. La demande est prise en compte à compter du mois suivant la réception de la résiliation.

L'agent qui adhère au dispositif accepte que sa participation de 43% de la valeur du titre restaurant soit prélevée directement sur son salaire.